

## Communiqué

Pour diffusion immédiate

*Pour suivre le renouveau pédagogique (alias la réforme) dit le ministre*

### « S'arrêter pour corriger », réplique la FAE

**Gatineau, le 27 octobre 2006** – À la suite d'une consultation auprès des instances locales, les délégations des neuf syndicats affiliés à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ont résolu **unaniment** aujourd'hui lors du Conseil fédératif de réclamer l'arrêt de l'implantation et du développement de la réforme de l'éducation pour obtenir des corrections fondamentales dans les plus brefs délais.

Les syndicats de l'enseignement de la FAE veulent dissiper l'écran de fumée lancé par le ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS), M. Jean-Marc Fournier. Le ministre tente de persuader tant le public que le personnel scolaire que cette réforme est bien lancée et que les recommandations de la table de pilotage apporteront les ajustements nécessaires à son bon fonctionnement.

« Le ministre Fournier persiste et signe pour maintenir de gré ou de force cette réforme. Il ne tire des récentes enquêtes que les éléments qui font son affaire même si elles tracent un portrait catastrophique des effets de la réforme sur la réussite éducative des élèves, particulièrement ceux en difficulté. Il refuse de rendre public les résultats de son propre bilan et nous croyons savoir pourquoi », de commenter Nicole Frascadore, présidente de la FAE.

Le ministre vient de lancer une opération « charme » auprès des parents et du personnel scolaire. Sa missive aux enseignantes et aux enseignants *pour suivre le renouveau pédagogique* vise ni plus ni moins à pointer du doigt le personnel enseignant plutôt que de s'appuyer sur les constats d'échec de cette réforme et de remettre en question l'exclusivité de l'approche par compétences imposée dans les programmes de formation et dans la politique d'évaluation des apprentissages.

« Le chat commence à sortir du sac. Les détails des recommandations de la table de pilotage ciblent l'incompréhension des mécanismes de la réforme et le manque de formation du personnel. Il a le culot d'affirmer qu'on ne comprend pas sa réforme et c'est pourquoi il veut nous affecter des *accompagnateurs, des mentors* et des conseillers pédagogiques pour nous aider à l'appliquer. Quand le MELS dans son sondage demande aux enseignantes et enseignants du Québec si les élèves réussissent mieux depuis l'application des nouveaux programmes de formation et qu'ils répondent *pas du tout* et *très peu* à 76 % (90% pour les élèves en difficulté), le constat est pourtant clair ! Le ministre Fournier devrait comprendre que ce n'est pas le personnel enseignant qu'il faut réformer, mais ajouter des services pour soutenir l'apprentissage des élèves. Il faut s'arrêter pour apporter les corrections à cette réforme », d'ajouter la présidente de la FAE.

### Campagne d'information publique

Le Conseil fédératif a aussi résolu de lancer une campagne d'information auprès des parents des élèves du primaire et du secondaire ainsi qu'auprès des étudiantes et étudiants de la formation professionnelle (FP) et de l'éducation des adultes (EDA). La FAE compte faire part de son propre bilan de la réforme, tout en expliquant ses effets pervers et les corrections à apporter afin de

permettre l'atteinte de la priorité dégagée lors de la Commission des États généraux sur l'éducation : l'égalité des chances de réussite pour tous les élèves.

« Les parents pourront être informés par celles et ceux qui font l'école. Les enseignantes et enseignants sont les mieux placés pour leur expliquer ce qui doit être mis de l'avant pour que leurs enfants puissent relever le défi de la réussite. Nous allons multiplier les moyens pour les rejoindre et nous assurer que nos positions se rendent à eux pour donner la contrepartie au discours « jovialiste » du ministre Fournier. Plusieurs parents manifestent déjà leurs inquiétudes. Nous allons unir nos voix pour réclamer les corrections nécessaires », de commenter madame Nathalie Morel, vice-présidente à la vie professionnelle de la FAE.

### **Campagne de sensibilisation auprès des membres**

Afin de dissiper la confusion si habilement semée par le MELs, les syndicats affiliés à la FAE mèneront également une campagne de sensibilisation auprès de leurs membres afin de démystifier ce qui relève ou non de la réforme. À titre d'exemple, plusieurs enseignantes et enseignants ont l'impression que la réforme leur a permis de briser l'isolement en favorisant la concertation entre les membres du personnel. Or, avec ou sans cette réforme, la coopération entre les collègues est toujours possible à condition que les directions d'établissement leur permettent d'y consacrer du temps. « Contrairement à ce que certains prétendent, nous ne sommes pas contre la pédagogie par projet. Nous revendiquons que la transmission et l'évaluation systématiques des connaissances qui doivent précéder le développement des compétences. Les enseignantes et enseignants ont besoin de leur autonomie professionnelle pour choisir eux-mêmes les méthodes pédagogiques à appliquer selon les besoins de leurs élèves », de poursuivre Mme Frascadore.

### **Plan d'action**

Enfin, les délégués du Conseil fédératif de la FAE ont également jeté les bases d'un plan d'action pour mener la lutte à la réforme afin que son implantation et son développement puissent s'arrêter et que l'on puisse la corriger. Des tables sectorielles de travail, notamment sur la FP-EDA et les élèves handicapés et en difficulté, ont été mises sur pied afin de cibler les correctifs à apporter. Les autres moyens d'action seront rendus publics et amorcés au moment jugé opportun.

« Le ministre Fournier peut bien prétendre qu'il y a un vaste consensus issu des États généraux sur la nécessité d'adapter l'enseignement, c'est faux ! Ce qui a fait l'unanimité à cette Commission, c'est de donner l'égalité des chances de réussite à tous les élèves. Tous les ministres de l'Éducation qui se sont succédé au cours des sept dernières années ont perverti cet objectif en éliminant l'échec et le redoublement et en refusant d'offrir suffisamment de services éducatifs aux élèves en difficulté tel le soutien d'enseignant-orthopédagogue, l'aide professionnelle telle la psychoéducation ou l'orthophonie et de réduire le ratio maître-élèves à tous les niveaux. La population québécoise doit prendre exemple sur celle de la Suisse qui s'est mobilisée pour forcer leur gouvernement à corriger une réforme semblable à la nôtre. À compter d'aujourd'hui, la FAE, ses neuf syndicats, les 27 000 enseignantes et enseignants qu'ils représentent dans quelques 700 établissements scolaires lanceront l'appel à la mobilisation des parents et de la population », de conclure la présidente de la FAE.

La FAE regroupe neuf syndicats de l'enseignement qui représentent quelque 27 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, primaire, secondaire, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes.